7. *Prie* le Secrétaire général de communiquer à la Commission du droit international les comptes rendus des débats que l'Assemblée générale a consacrés, lors de sa vingt-sixième session, au rapport de la Commission;

II

1. *Exprime sa reconnaissance* à la Commission du droit international pour l'œuvre de valeur qu'elle a accomplie sur la question de la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales et au Rapporteur spécial sur cette question pour la contribution qu'il a apportée à cette œuvre;

2. *Invite* les Etats Membres et la Suisse, en tant qu'Etat hôte, à présenter par écrit, le 1^{er} juin 1972 au plus tard, leurs commentaires et observations concernant le projet d'articles sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales et la procédure à suivre pour l'élaboration et l'adoption d'une convention sur la question;

3. *Invite également* le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique à présenter par écrit, dans le même délai, leurs commentaires et observations sur ledit projet d'articles;

4. *Prie* le Secrétaire général de distribuer, avant la vingt-septième session de l'Assemblée générale, le texte des commentaires et observations présentés conformément aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

5. *Exprime le vœu* qu'une convention internationale soit élaborée et conclue rapidement sur la base du projet d'articles adopté par la Commission du droit international et à la lumière des commentaires et observations présentés conformément aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-septième session une question intitulée "Représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales";

III

1. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à présenter, avant le 1^{er} avril 1972, leurs commentaires sur la question de la protection des diplomates et de les communiquer à la Commission du droit international lors de sa vingt-quatrième session;

2. *Prie* la Commission du droit international d'étudier le plus tôt possible, à la lumière des commentaires des Etats Membres, la question de la protection et de l'inviolabilité des agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection spéciale en vertu du droit international, en vue de préparer un projet d'articles concernant les infractions commises à l'encontre des diplomates et autres personnes ayant droit à une protection spéciale en vertu du droit international, projet qui sera soumis à l'Assemblée générale aussitôt que la Commission le jugera opportun.

1999^e séance plénière,
3 décembre 1971.

2781 (XXVI). Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression sur les travaux

de sa session tenue à New York du 1^{er} février au 5 mars 1971⁹,

Prenant note des progrès que le Comité spécial a accomplis dans son examen de la question de la définition de l'agression et en ce qui concerne le projet de définition, ainsi qu'il ressort du rapport du Comité spécial,

Considérant qu'il n'a pas été possible au Comité spécial d'achever sa tâche au cours de sa session de 1971,

Considérant que, dans ses résolutions 2330 (XXII) du 18 décembre 1967, 2420 (XXIII) du 18 décembre 1968, 2549 (XXIV) du 12 décembre 1969 et 2644 (XXV) du 25 novembre 1970, l'Assemblée générale a reconnu qu'il existait une conviction largement répandue en faveur de la nécessité d'accélérer l'élaboration d'une définition de l'agression,

Considérant qu'il est urgent de mener les travaux du Comité spécial à bonne fin et qu'il serait souhaitable d'élaborer une définition de l'agression le plus tôt possible,

Notant aussi la volonté commune des membres du Comité spécial de poursuivre les travaux à partir des résultats déjà acquis et d'arriver à un projet de définition,

1. *Décide* que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression reprendra ses travaux, conformément à la résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale, le plus tôt possible en 1972;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité spécial les facilités et services nécessaires;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-septième session la question intitulée "Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression".

1999^e séance plénière,
3 décembre 1971.

2818 (XXVI). Examen du rôle de la Cour internationale de Justice

L'Assemblée générale,

Rappelant que la Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant également qu'aux termes du paragraphe 3 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,

Soulignant que, conformément à ce principe, proclamé solennellement dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, le règlement judiciaire est l'un des moyens auxquels les Etats peuvent recourir pour rechercher une solution équitable de leurs différends,

Considérant qu'il est souhaitable de trouver les moyens d'accroître l'efficacité de la Cour,

Notant que la Cour a entrepris une révision de son Règlement,

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 19 (A/8419).

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général¹⁰, qui contient les réponses adressées par certains Etats Membres et par la Suisse au questionnaire établi conformément à la résolution 2723 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1970, ainsi que le texte de la lettre adressée au Secrétaire général par le Président de la Cour,

1. *Invite* les Etats Membres et les Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice qui n'ont pas encore été en mesure de le faire à adresser au Secrétaire général, d'ici au 1^{er} juillet 1972, leurs observations sur le questionnaire établi conformément à la résolution 2723 (XXV) de l'Assemblée générale;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter ces observations au cours de sa vingt-septième session;

3. *Prie également* le Secrétaire général de transmettre à la Cour le rapport susmentionné¹⁰, ainsi que les comptes rendus des débats que la Sixième Commission a consacrés à cette question au cours de la vingt-sixième session;

4. *Invite* la Cour à présenter, si elle le souhaite, son opinion sur le sujet;

5. *Exprime le vœu* que la Cour achève aussi rapidement que possible la révision de son Règlement;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa vingt-septième session un point intitulé "Examen du rôle de la Cour internationale de Justice".

2019^e séance plénière,
15 décembre 1971.

2819 (XXVI). Sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et des membres de leur personnel et création du Comité des relations avec le pays hôte

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et des membres de leur personnel" et le rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte¹¹,

Rappelant sa résolution 2747 (XXV) du 17 décembre 1970, dans laquelle le gouvernement du pays hôte est instamment prié de veiller à ce que les mesures prises pour assurer la protection et la sécurité des missions diplomatiques et de leur personnel diplomatique soient adéquates et permettent aux missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies d'accomplir comme il convient les tâches qui leur sont confiées par leur gouvernement,

Exprimant sa gratitude au Secrétaire général pour son importante contribution aux travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte,

Notant avec une extrême inquiétude les actes illégaux commis par des particuliers ou des groupes contre l'inviolabilité de diverses missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies consistant à perpétrer de manière répétée des actes de violence et d'autres actes criminels, comportant dans certains cas l'utilisation de bombes ou d'armes à feu, contre les locaux de ces missions et les résidences de membres de leur personnel, ainsi que les attaques, les menaces et

les insultes dirigées contre ce personnel, et les manifestations accompagnées de violence,

Exprimant sa profonde sympathie aux missions et aux membres de leur personnel qui sont devenus victimes de tels actes,

Rappelant les responsabilités qui incombent au gouvernement du pays hôte en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, les missions accréditées auprès d'elle et les membres de leur personnel en vertu de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et du droit international général,

Tenant compte de la profonde inquiétude qu'ont exprimée les représentants des Etats à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale devant les attaques violentes et de plus en plus dangereuses qui sont perpétrées de manière répétée contre les locaux de certaines missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que devant les menaces répétées et les actes d'hostilité et d'intimidation dirigés contre le personnel de ces missions, lesquels dénotent une détérioration de la sécurité des missions et des membres de leur personnel,

Considérant que les problèmes ayant trait aux privilèges et aux immunités de l'Organisation des Nations Unies et au statut des missions diplomatiques accréditées auprès d'elle présentent un intérêt commun pour les Etats Membres, y compris le pays hôte, ainsi que pour le Secrétaire général,

1. *Condamne énergiquement* les actes de violence et autres actes criminels dirigés contre les locaux de certaines missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et contre les membres de leur personnel comme étant manifestement incompatibles avec le statut qui est le leur en vertu du droit international;

2. *Prie instamment* le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, pays hôte de l'Organisation des Nations Unies, de prendre toutes les mesures voulues pour assurer, conformément à ses obligations internationales, la protection et la sécurité du Siège de l'Organisation, des missions accréditées auprès d'elle et des membres de leur personnel, assurant ainsi des conditions normales pour l'accomplissement de leurs fonctions;

3. *Demande* au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de prendre, en consultation avec le Secrétaire général, toutes les mesures qui sont en son pouvoir, y compris dans le domaine de l'information et de la publicité, pour créer une atmosphère propre à assurer le fonctionnement normal de l'Organisation des Nations Unies et des missions accréditées auprès d'elle;

4. *Note avec satisfaction* les assurances données par le représentant du pays hôte selon lesquelles ce pays intensifiera avec diligence et énergie ses efforts visant à renforcer la protection et la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel;

5. *Décide* de créer un Comité des relations avec le pays hôte, qui sera composé du pays hôte et de quatorze autres Etats Membres choisis par le Président de l'Assemblée générale en consultation avec les groupes régionaux et compte tenu de la nécessité d'y assurer une représentation géographique équitable;

6. *Prie* le Secrétaire général de participer activement aux travaux du Comité des relations avec le pays

¹⁰ A/8382 et Add.1 à 4.

¹¹ A/8474.